



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

permis de conduire

Question écrite n° 22962

Texte de la question

M. Bernard Perrut attire l'attention de M. le secrétaire d'État chargé des transports sur les difficultés rencontrées par l'examen du permis de conduire, qui s'aggravent de jour en jour. Les délais d'attente sont de plus en plus longs, souvent de plusieurs mois, en raison de l'allongement de la durée des épreuves et de l'insuffisance du nombre d'inspecteurs. Ces délais sont encore plus longs pour les candidats qui ont connu un premier échec. De plus, le nombre des permis invalidés s'accroît et allonge encore sérieusement ces files d'attente. Devant cette situation, la profession des « auto-écoles » est très inquiète pour son avenir et souhaite la privatisation de cet examen qui apporterait sans doute une réponse au problème et favoriserait la réduction, et même la suppression des délais d'attente insupportables. Il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement et quelles mesures sont envisagées pour régler ces difficultés en répondant aux attentes à la fois de la profession et de la multiplicité des candidats pénalisés par ces longs retards.

Texte de la réponse

Le Président de la République a réuni, le vendredi 21 décembre 2007, un conseil des ministres restreint, consacré à la sécurité routière. Il a chargé le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et le secrétaire d'État chargé des transports de proposer une réforme du permis de conduire, remédiant aux insatisfactions actuelles des candidats et des professionnels. Cette réforme aura pour objectifs de faciliter l'accès de jeunes à la conduite, d'améliorer la qualité du service, mais aussi d'améliorer la sécurité routière. Dans ce cadre, le conseil général des ponts et chaussées a remis, le 19 mai 2008, un rapport d'audit et des propositions de réforme concernant la formation à la conduite et l'examen du permis de conduire. Une large concertation a été lancée sur ces travaux qui seront examinés dans le cadre d'un comité interministériel de la sécurité routière cet automne. Le Gouvernement arrêtera alors les grandes orientations de la réforme. L'un de ses enjeux majeurs sera bien sûr de réduire les délais de présentation aux épreuves. Cependant, le Gouvernement est attaché à ce qu'elle permette également d'améliorer la sécurité des jeunes conducteurs qui présentent une surmortalité importante sur les routes. Elle contribuera ainsi à atteindre l'objectif fixé par le Président de la République : passer sous la barre des 3 000 morts par an sur les routes d'ici à 2012 et diviser par trois le nombre de jeunes tués. D'ores et déjà, s'agissant des effectifs d'inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, le recrutement, en 2008, de 61 inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière permet de positionner un agent sur chaque poste vacant, dont un dans le cadre d'une procédure spécifique de recrutement contractuel d'un travailleur handicapé. D'importants efforts sont par ailleurs demandés aux personnels en charge de l'organisation et du déroulement des examens du permis de conduire. Il est par conséquent plus que jamais primordial que les écoles de conduite fassent bon usage des places d'examen qui vont ainsi être débloquées. Pour cela, il est essentiel qu'elles dispensent une formation complète et présentent des candidats ayant réellement atteint le niveau requis le jour des épreuves. De plus, il est possible d'organiser des examens supplémentaires pour répondre aux situations les plus criantes. Il est également demandé aux responsables locaux de l'éducation routière de maintenir avec les exploitants des écoles de conduite une concertation permanente pour une meilleure gestion

de leurs difficultés.

Données clés

Auteur : [M. Bernard Perrut](#)

Circonscription : Rhône (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 22962

Rubrique : Sécurité routière

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 13 mai 2008, page 3960

Réponse publiée le : 9 septembre 2008, page 7868